

Paris, mardi 29 janvier 2019

2019 : ANNEE TRES POLITIQUE !

La fin de l'année 2018 a été marquée par une explosion de paroles citoyennes qui réclamaient d'arrêter la hausse du prix des carburants, plus de pouvoir d'achat, moins de taxes, moins d'impôts, puis, plus de services publics, une meilleure prise en compte des territoires et un accompagnement des plus fragiles, que ce soient les salariés pauvres, les chômeurs, les handicapés... pour finir par demander en mise en place d'un RIC*.

En ce début d'année 2019, le besoin d'expression ne s'est pas tari, bien au contraire, quelle qu'ait été la forme d'expression, le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que d'essayer de trouver des moyens de répondre à ces demandes.

Lesdits « gens » sont de tous horizons sociaux et professionnels, ils sont habillés en jaune, en vert, rouge... ou pas, ils s'expriment sur les réseaux sociaux, dans les médias traditionnels ou alternatifs, ils n'ont jamais milité ou militent encore, ils sont organisés ou pas...

Chacun pense détenir la bonne parole et pouvoir parler au nom de ceux qui ne sauraient pas s'exprimer... Pourtant, tout en condamnant tous les excès et les violences, **personne ne peut contester qu'il faille avancer et pour avancer, il faut se parler, s'écouter et peut être s'entendre pour de vrai. Ce gouvernement doit sortir du : « je vous entends » incantatoire**, et continuer d'agir comme si de rien n'était.

La CFDT, pour sa part, a décidé de jouer le jeu en demandant à ses militants de s'impliquer et de porter ses revendications dans le Grand Débat qui s'ouvre. C'est dans la logique de notre organisation qui réclame depuis des mois que des espaces de dialogue et de débat s'ouvrent enfin. Ses contributions sont connues de longue date et sont en convergence totale avec la demande des citoyens, n'en déplaise à certains... **Pour nous, Justice sociale et Transition écologique sont compatibles !**

Ce qui n'est pas évident et visible d'emblée, c'est l'attaque en règle qui est menée contre notre modèle de protection sociale et cela impacte directement nos branches professionnelles. Il faut garder en tête **le principe de base qui prévaut dans notre pays et qui est que chacun puisse vivre de son travail, se former tout au long de sa vie, se soigner en fonction de ses besoins, partir à la retraite en toute quiétude. C'est cela le Grenelle du « pouvoir de vivre »** que notre secrétaire général Laurent BERGER porte partout dans les médias.

Malgré toutes les protestations, le gouvernement poursuit son Cap (2022). **L'ASSURANCE CHOMAGE est toujours menacée par une main-basse de l'Etat dessus et enlevée à la gestion paritaire**. La pensée dominante reste pour lui la culpabilisation des chômeurs. Est-ce un scandale de maintenir 75% de du salaire en allocation chômage pour un smicard qui perd son emploi ? Est-ce un scandale d'exiger un accompagnement de qualité pour un demandeur d'emploi ? Est-ce un scandale d'exiger des employeurs la fin des abus des contrats courts ? **Le gouvernement, lui, n'est intéressé que par les économies !**

La FORMATION PROFESSIONNELLE n'est pas dans une forme idéale non plus. Le passage d'OPCA* à OPCO* est en train de faire de gros dégâts. Les organisations patronales pèsent de tout leur poids pour sauvegarder leurs intérêts financiers et sauver les organisations dans lesquelles ils ont déjà les commandes. **Notre opérateur historique UNIFORMATION, parti à devenir OPCO Cohésion Sociale est malheureusement en balance (décision définitive le 31 janvier 2019).** Tout ce que nous avons construit pour les salariés, dans les commissions paritaires, depuis tant d'années, risque de disparaître avec lui. En prenant un peu de recul, on voit très bien que **l'Etat, le MEDEF et les très gros centres de formations n'ont aucun état d'âme pour sacrifier la Cohésion Sociale en fonction de leurs intérêts.** Lorsque nous dénonçons cette attaque contre les professions du maintien du lien social au quotidien dans les territoires, les décideurs osent nous faire des procès en démagogie ! Ce qui se profile derrière **la réforme en cours c'est, malgré les intentions affichées, un abaissement de la qualité de la formation professionnelle et une chute du nombre de salariés qui pourront se former qui en 2019 et en 2020.**

La dernière fausse bonne idée, présentée comme une mesure de liberté individuelle retrouvée, est le projet de loi visant à pouvoir résilier, à tout moment, sa COMPLEMENTAIRE SANTE ! le projet est reporté pour un problème technique mais il n'est **pas annulé.** Nous sommes bien dans un schéma de pensée à court terme économique. Comme si un contrat de complémentaire santé pouvait s'apparenter à un forfait de téléphone mobile ou d'assurance voiture, **comme si, prendre en charge l'appareil dentaire de son enfant serait équivalent au passage d'un opérateur téléphonique à un autre.** Si cette loi venait à passer dans les mois à venir, les effets seraient quasi immédiats. **Baisse des prestations, augmentations des options payantes et inégalités sociales « assurées » !** Les contrats collectifs qui garantissent un niveau de base (panier de soins) et un prix stabilisé n'auront plus lieu d'être, **pénalisants ainsi tout le monde notamment les plus bas salaires mais aussi les chômeurs et les retraités.** La sécurisation des parcours, chère à la CFDT, sera battue en brèche.

Sur ces trois sujets : l'Assurance chômage, la Formation Professionnelle, la Couverture Santé), le gouvernement continue aussi d'appliquer sa feuille de route libérale en déconstruisant pas à pas ce qui fait notre fierté d'être français. Un modèle social qui protège l'individu, même s'il n'est pas parfait et reste à améliorer. **La protection sociale collective est notre affaire à tous et il convient de se battre pour la sauvegarder !**

Lors des futurs rendez-vous électoraux, du Grand Débat ou dans l'action, dans les branches et les entreprises, **le Synami prendra toute sa part de responsabilités pour que cette année 2019 soit celle de l'unité retrouvée et d'un projet de société dont personne ne sera exclu, surtout pas les plus démunis.**

MIEUX QUE DE SOUHAITER BONNE ANNEE A TOUS,

BATTONS-NOUS ENSEMBLE POUR LA RENDRE VRAIMENT BONNE !

RIC : Référendum d'initiative citoyenne*

OPCA : Organisme paritaire collecteur agréé*

OpCO : Opérateur de compétence*